

## IL A SIGNÉ UNE «FAUSSE» COPIE DU STATUT DES PRATICIENS SPÉCIALISTES

## Qui a floué Amar Tou ?

*Le statut particulier des praticiens spécialistes signé par le ministre de la Santé n'est pas celui élaboré par la commission mixte qui a planché une année durant sur le texte. La copie envoyée par Amar Tou à la Fonction publique n'a pas pris en compte les recommandations des membres de ladite commission. Le Syndicat national des spécialistes de la santé publique (SNPSSP), associé au processus, se dit aujourd'hui scandalisé par cette pratique. Son président, le Dr Mohamed Yousfi, dénonce le mépris affiché par Amar Tou qui ferme la porte au dialogue, réduisant ainsi le syndicat à «communiquer» par presse interposée.*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le SNPSSP a découvert ladite mouture à l'occasion d'une rencontre avortée que les syndicalistes ont dû quitter en l'absence de la secrétaire générale du ministère. Les membres de l'exécutif du SNPSSP ont, en effet, eu la désagréable surprise de découvrir que le texte approuvé par le ministre de tutelle ne reflétait en rien le travail qu'il avait effectué. Interrogés sur cette situation, les membres de la commission n'ont pu donner d'explications claires. Pour le président du SNPSSP qui animait hier une conférence de presse, il n'y a aucun doute : des personnes mal-

veillantes étrangères à la commission au niveau du ministre ont saboté le travail d'une année. Ne cachant pas sa colère face à ce «mépris», le Dr Yousfi exige aujourd'hui que la situation soit rétablie et que soit enfin mis fin à la «situation de rétention de l'information, au complexe vis-à-vis des spécialistes, à l'incompétence et à la volonté de saboter la carrière des spécialistes». Point par point, le Dr Yousfi a tenu à rappeler l'ensemble des engagements pris et non tenus par Tou. Ce dernier avait, en effet, promis en 2006 de faire une «affaire personnelle» de la programmation de concours du deuxième et

troisième grade pour les spécialistes en exercice qui aspirent à l'évolution de leur carrière. Force est de constater que 2000 spécialistes attendent le premier concours contre 200 concernés par le second. Concernant la prime d'intéressement, la situation n'est guère plus reluisante.

Selon le Dr Yousfi, le statut ratifié par Bouteflika en 2001 a institué 3 grades alors que le ministère continue à payer les spécialistes sur la base d'un seul grade. «C'est une situation totalement anormale. Le ministère va à contresens des

textes ratifiés par le président. Nous sommes en droit de le traduire en justice», estime le président du SNPSSP qui dénonce également le fait que le ministère refuse toujours de mettre à sa disposition un local pour son siège national ainsi que pour les bureaux de wilaya. Autant de raisons qui poussent au pourrissement et qui pourraient conduire le SNPSSP à examiner tous les moyens de protestation en plus de la grève des 24, 25 et 26 février à laquelle il adhère pleinement.

N. I.

## 700 médecins spécialistes ont quitté l'Algérie en 2006

Au moins 700 médecins spécialistes travaillant auparavant dans le secteur public ont fui l'Algérie pour exercer à l'étranger a indiqué, hier, le président du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP). Pas moins de 200 médecins se sont installés au Canada tandis que 500 autres ont choisi la France. Le Dr Mohamed Yousfi a estimé que ce sont les conditions de travail déplorables dans le secteur public qui ont poussé les médecins à choisir l'exil.

N. I.

## CYBERCRIMINALITÉ

## La menace sur l'Algérie est-elle réelle ?

*La cybercriminalité est une menace planétaire qui guette les systèmes informatiques des entreprises, banques, institutions publiques, etc. Au-delà de son aspect immoral, elle engendre des pertes de plusieurs milliards de dollars.*

**Lotfi Merad - Alger (Le Soir)** - Rien qu'aux États-Unis, les faux sites web destinés à capter les numéros de cartes bancaires et autres codes secrets ont fait perdre aux internautes américains près de trois milliards de dollars en 2007. La même menace pèse-t-elle sur l'Algérie ? Younés Grar, président de l'Association algérienne des fournisseurs d'accès à internet, est formel. «Le risque de cybercriminalité en Algérie est très limité», estime-t-il. L'absence d'application via le Net telle que les opérations bancaires, le e-commerce et autres sites gouvernementaux et institutionnels susceptibles d'être la cible des hackers met les sites internet algériens à l'abri des menaces de piratage. Même si 3 000 attaques ont été enregistrées en 2007, cela reste toutefois sans grande consé-

quence sur le réseau. Aussi, «l'absence de contenu, de bases de données fait de l'Algérie un simple consommateur des nouvelles technologies de l'information et de la communication», argumente Younés Grar, par ailleurs président-directeur général du fournisseur d'accès à internet Gecos rencontré hier en marge du colloque international sur la cybercriminalité organisé par l'Eepad à Alger.

«C'est quelque part un avantage du sous-développement», ironise-t-il. Un avis que partage Abderezzak Hanni, directeur général de la modernisation de la justice, quant à l'absence de contenu dans les sites algériens pouvant faire l'objet de piratage. L'ex-directeur de l'Institut national d'informatique (Ini) soutient que «l'Algérie commence à peine à s'ouvrir sur le Net». Pour ce spécia-

liste, «un système de protection efficace à 100% n'existe pas». «La présence de plusieurs providers fait que le filtrage des sites subversifs demeure difficile», reconnaît Abderezzak Hanni. Il estime cependant que «seul un accord entre différents fournisseurs d'accès au Net pour bloquer les sites sensibles est en mesure de réduire cette menace». Si menace il y a. Sachant que «80% des menaces sont internes», les solutions de lutte contre la cybercriminalité reposent essentiellement sur la mise en place de systèmes de filtrage des sites permettant d'isoler, de bloquer l'accès ou tout simplement de supprimer les sites dangereux.

Si pour Abderezzak Hanni cette tâche de filtrage incombe aux providers, pour Younés Grar c'est «aux pouvoirs publics de mettre en place une politique de tri et filtrage des sites internet subversifs et pornographiques». «Un provider ne peut pas jouer le rôle du policier. Il est nécessaire, propose-t-il, que l'Etat

mette en place une structure gouvernementale de régulation qui impose aux fournisseurs d'accès à internet un règlement, notamment en matière d'accès aux sites sensibles.» Mais en attendant une réelle volonté politique pour mettre en place ce genre de structure, un texte de loi relatif à la lutte contre la cybercriminalité est en cours de finalisation entre le ministère de la Justice et celui des Postes et des technologies de l'information et de la communication», a indiqué Boudjemaâ Haichour dans son allocution.

En attendant une véritable politique nationale de prévention de risques liés à internet, l'on se limitera pour le moment aux solutions éducatives (sensibilisation, campagne de prévention, etc.). En Algérie, si la menace sur les institutions, entreprises, banques n'est pas réelle, elle demeure toutefois potentielle pour le simple utilisateur, surtout les enfants.

L. M.

AMAR TOU POURSUIT  
EN JUSTICE LEUR SYNDICAT  
La justice ordonne  
l'arrêt de la grève  
des paramédicaux

La justice a ordonné, hier, l'arrêt de la grève du personnel paramédical exerçant au niveau du secteur public. Le juge près de la cour d'Alger a jugé la grève illégale, appelant les paramédicaux à reprendre «immédiatement» leur travail. C'est le ministère de la Santé qui a actionné la procédure du référé pour casser le mouvement de grève décidé par le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP). Son premier responsable, M. Gachi, a, en effet, reçu une convocation dimanche soir à 17h via un huissier de justice.

Se présentant à la cour d'Alger hier, il a développé des arguments qui n'ont visiblement pas convaincu le juge. Au sortir du tribunal, le premier responsable du SAP a indiqué au cours d'un point de presse que son syndicat se conformait à la décision de justice, promettant de revenir à la charge dès la tenue de son conseil national dans les jours à venir.

Il n'est pas exclu que ses membres décident de recourir à des grèves cycliques. En dépit de cette décision qu'il juge arbitraire, le président du SAP a estimé que le débrayage des paramédicaux a été une totale réussite. Les blouses blanches ont, en effet, massivement répondu à l'appel de leur syndicat, paralysant les hôpitaux en dépit des pressions de la tutelle.

Amar Tou avait en effet pris de vitesse la justice en envoyant à l'ensemble des structures de santé une note dans laquelle il qualifiait déjà d'illégale la grève et demandant aux responsables d'opérer des ponctions sur les salaires des grévistes.

N. I.

LE NOMBRE DE DÉLÉGUÉS AU 3<sup>e</sup> CONGRÈS DE L'UGTA CONNU

## Alger, Annaba et Oran en arbitres

*Hier, la direction nationale sortante de l'UGTA a entamé la dernière ligne droite avant la tenue des assises du 3<sup>e</sup> congrès national, dont la date a été fixée pour la fin du mois prochain. Hier, au centre de la Mutuelle des travaux publics de Zéralda, il a été ainsi rendu public le nombre de délégués congressistes répartis par wilaya.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Selon le secrétaire national chargé de l'organisation, le nombre de congressistes répartis à travers 48 wilayas sera près de 1 000, «si on ajoute les congressistes 85 qualifiés, en l'occurrence les membres de la commission exécutive nationale (CEN), les secrétaires généraux des fédérations et la spécificité féminine et les retraités».

Pour M. Salah Djenouhat, «le nombre des délégués aux assises du 3<sup>e</sup> congrès sera conforme à la décision dûment signée par le secrétaire général de l'UGTA en sa qualité de président de la commission de préparation du congrès national et du secrétaire national chargé de l'organisation en sa qualité de responsable du statut et règlement intérieur». A ce titre, il est important de noter que

les articles 36 et 37 des statuts de l'UGTA stipulent que «pour être statutaire, le congrès doit réunir les deux tiers des délégués dûment mandatés et les membres de la commission exécutive nationale participent au congrès de plein droit».

Ainsi, par délégués de wilaya, la capitale arrive à la première place avec 150 délégués, ce qui la propulse également en tête quant à sa représentation au sein de la CEN.

Les wilayas d'Oran, Annaba, Sétif, Skikda, Béjaïa et Constantine arrivent loin derrière Alger avec respectivement 53, 50, 39, 33 et 30 délégués. Dans ce

peloton de tête, on trouve également les wilayas de Batna et Tlemcen, alors que les wilayas classées en seconde catégorie se trouvent notamment à l'ouest et au sud du pays.

Certaines wilayas de l'Est seront également peu représentées au 3<sup>e</sup> congrès national à l'image de celles de Guelma, Tébessa, Batna ou Oum-El-Bouaghi.

Selon nos sources, la procédure de désignation des délégués au prochain congrès est étroitement liée au critère de prorata du nombre de syndiqués et de l'état financier de chaque structure de wilaya. A ce propos, l'article 38 des sta-

tuts de l'UGTA stipule que «les proportions des délégués au congrès sont fixées à toute instance de l'organisation sur la base du nombre des adhérents sur toute la période du mandat électif en cours et que la commission exécutive nationale prend les dispositions nécessaires pour assurer une représentation minimale des wilayas».

Pour Salah Djenouhat, «les délégués des délégués débiteront à compter d'aujourd'hui et se termineront le 5 mars prochain avec un probable flottement de cinq jours soit au 10 du même mois». Il fera savoir également «que la répart-

tion par wilaya a été conforme à la réglementation en vigueur», alors que d'un autre côté, on a laissé entendre que certains secrétaires généraux de wilaya ont contesté la formule de répartition, on se posant la question sur quelle base la wilaya dispose du plus grand nombre de délégués ?

D'ailleurs, pour un grand nombre d'observateurs, l'enjeu du prochain congrès a d'ores et déjà commencé et qu'officiellement, la wilaya d'Alger suivie de deux autres wilayas constituent les véritables arbitres du 3<sup>e</sup> congrès national de l'UGTA.

A. B.